



Paris, le 03 avril 2014

Déclaration intersyndicale

La Direction Générale de Voies Navigables de France s'inscrit dans la politique d'austérité du Gouvernement.

La ligne politique de VNF est en pleine contradiction avec la mise en place de l'EPA VNF, outil normalement créé pour une relance de la voie d'eau.

Les missions sont attaquées par les différentes réorganisations découlant sur une baisse des niveaux de service conduisant à une dégradation des conditions de travail.

La baisse des emplois, de 115 ETP pour l'année 2014, imposée par cette politique frappe de plein fouet les catégories B et C administratifs et les catégories C exploitation. La conséquence visible est une surcharge de travail qui s'accroît, baisse du niveau de service à l'utilisateur, garantie minimale non respectée, droit congé remis en cause, baisse des rémunérations etc.

Le parfait cocktail des risques psychosociaux que VNF souhaite soit disant combattre. Tout le personnel y est maintenant confronté.

Ne nous trompons pas, la situation est catastrophique, dramatique et 500 postes supprimés en 4 ans ressemble d'avantage à un plan social qu'à un plan de relance de la voie d'eau !

Tous ensemble, unis dans ce triste constat, confrontés à ce déni de dialogue social l'intersyndicale dit STOP !

Dans un premier temps, l'intersyndicale acte le boycott de toutes les réunions OS/DG et la suspension de tous les projets de service. Cette action s'étendra à partir du 15 avril à toutes les réunions locales et nationales hors CAP et CCOPA dans l'intérêt des personnels.

La levée du boycott est désormais soumise aux arbitrages favorables en matière d'emploi, de moyens, de missions et d'acquis sociaux.

L'intersyndicale se réunira prochainement pour définir les actions communes qu'il faudra mener avec l'ensemble des personnels pour gagner sur nos revendications.

L'union fait la force, nous devons être, toutes et tous, mobilisés pour sauver nos missions, nos emplois et nos conditions de travail.